

COMMENT PEUT-ON PRATIQUER LA SOCIOLOGIE DE LA GESTION ? ENTRETIEN AVEC JEAN-LUC METZGER

Olivier Cleach

Olivier Cléach (OC) : *Dans un premier temps, pourrais-tu nous parler de ton parcours ?*

Jean-Luc Metzger (JLM) : Très bien... Alors, j'ai une formation initiale d'ingénieur qui m'a permis d'exercer des fonctions techniques dans différents services publics. Ma « reconversion » vers la sociologie est tardive, puisque j'ai soutenu ma thèse¹ – sous la direction de Norbert Alter – en 1999, à l'âge de 43 ans. Si j'ai entrepris cette reconversion, tout en continuant de travailler comme expert technique, c'est pour deux ensembles de raisons convergentes, qui ne sont d'ailleurs pas sans lien avec la sociologie de la gestion et la manière dont j'ai cherché à la pratiquer.

Tout d'abord, depuis mon entrée dans « la vie active » – en 1980 – j'ai été confronté avec la réalité du rôle social de l'ingénieur. Il faut ici rappeler que, dans les années 1970, l'enthousiasme émancipateur de mai 68 animait encore des pans entiers de la société, et son esprit soufflait même dans certaines écoles d'ingénieurs. J'ai été marqué par cet état d'esprit général qui nous plaçait à des années-lumière de ce que le patronat – et plus généralement les acteurs économiques – attendent d'ordinaire du « salariat de confiance ».

OC : *Juste une précision : tu as toujours travaillé dans le public ?*

JLM : Oui, j'avais choisi de ne surtout pas travailler pour l'industrie privée. Pour moi, l'ingénieur – c'est ce que je croyais naïvement – devait mettre ses connaissances au service des personnels et des usagers des services publics. Faire carrière, manipuler les désirs du client, respecter les hiérarchies, s'enrichir, spéculer, commander, donner des

¹ *Utopie et modernisation des entreprises*, sous la direction de Norbert Alter, Université Paris-Dauphine, 1999. Pour un résumé de la thèse : Metzger J.-L., *La réforme permanente d'un service public : entre utopie et résignation*, Paris, L'Harmattan, 2000.

ordres, tout cela m'était totalement étranger, comme j'imaginai d'ailleurs qu'il en allait de même pour la plupart des gens de ma génération.

Quelle ne fut pas alors ma désillusion de découvrir que ce qu'on attendait d'un cadre, dans les années 1980 en France, consistait essentiellement à mettre en œuvre les décisions stratégiques réputées moderniser la Fonction publique et l'État. Je découvrais avec beaucoup d'ingénuité qu'au sein même de l'administration, l'ingénieur, le cadre technique devait être le relais de décisions qui lui échappaient, le fer de lance des réformes et restructurations qui, précisément, se retournaient contre la finalité même des services publics et contre l'intérêt de la plupart de leurs employés.

OC : *Tu te confrontais de plein fouet au début du nouveau management public...*

JLM : Oui, exactement et j'allais de déconvenues en déceptions, en réalisant qu'on me demandait, en tant qu'ingénieur, d'agir à l'encontre de mes convictions, au nom d'une rationalité que j'avais du mal à interpréter. Pire, on me demandait d'agir pour mettre en œuvre des décisions que je trouvais absurdes au sens de Morel¹ et régressives... Je pense à tout ce qui consistait à transférer au « privé » une partie des activités jusqu'alors dévolues aux services publics, ou bien encore à tout ce qui concernait la transmutation de l'utilisateur en client, sans oublier les démarches qui consistaient à nous faire traiter nos collègues d'hier en clients internes.

OC : *Et quand as-tu commencé à théoriser ce que tu vivais dans ton organisation ?*

JLM : Oh, ce n'est que bien plus tard, notamment grâce à mes lectures en philosophie et en sociologie, que je comprendrai que ces mesures – que l'on me demandait d'appliquer docilement, voire avec zèle, malgré leur côté régressif et les injustices auxquelles leur mise en œuvre conduisaient –, que ces mesures constituaient les différentes composantes du néolibéralisme appliquées à l'État.

OC : *À quels auteurs fais-tu référence ?*

JLM : Je lisais de façon sans doute éclectique, sans réelle boussole, mais j'étais à la recherche d'auteurs adoptant une posture critique, comme Pierre Bourdieu (*La noblesse d'État, Homo Academicus*, ses articles sur la domination dans *Actes de la recherche en sciences sociales*), Hannah Arendt² (*La crise de la culture, La condition de l'homme moderne*), Jürgen Habermas (*La technique et la science comme idéologie, L'espace public, Raison et légitimité*), Cornélius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Alain Touraine aussi, en particulier *Sociologie de l'action*.

OC : *Donc, très peu de sociologie du travail...*

JLM : Cela peut sembler pédant, ou totalement décalé par rapport aux transformations contemporaines des entreprises publiques, mais plus ce que je lisais était abstrait, théorique et critique vis-à-vis des mécanismes de domination, et plus je trouvais, dans ces lectures, des cadres conceptuels pour comprendre ce que je vivais. J'y puisais aussi de bonnes raisons de me sentir légitime dans mon rejet des mesures de « modernisation ». Mais je lisais aussi des introductions à la sociologie générale, en particulier, le très beau livre de Pierre-Jean Simon, *Histoire de la sociologie*. Et puis, j'ai

¹ Morel C., *Les décisions absurdes*, Paris, Gallimard, 2002.

² Cf. l'article que Jean-Luc Metzger propose sur H. Arendt dans ce numéro des CISG.

beaucoup appris dans les livres de Raymond Aron (*Les étapes de la pensée sociologique, Dix-huit leçons sur la société industrielle*).

OC : Aron ? Un auteur qu'on classe plutôt du côté du libéralisme, non ?

JLM : Je sais, mais son érudition m'a toujours fasciné et je ne percevais pas, dans ses livres à ambition sociologique, la manifestation de ses croyances politiques. Je dirais que c'est un véritable penseur, son érudition lui permet d'être lu, même par ceux qui ne partagent pas ses opinions. Donc, voilà, c'est avant tout pour des raisons idéologiques que j'ai voulu m'intéresser aux apports des sciences sociales et de la philosophie : comprendre ce que je vivais dans mon travail, trouver, peut-être, des moyens d'analyser cette désillusion vis-à-vis de l'utopie émancipatrice portée par l'esprit de mai 68.

Mais plus le temps passait, plus les gouvernements dits de gauche succédaient aux gouvernements de droite, et plus il me devenait impossible de continuer à travailler dans ce qui, au moment de mon recrutement en 1983, était l'une des directions d'un grand ministère et qui, en 1992-1993, était en passe d'être privatisée en une multinationale au nom d'agrume...

OC : Oui, je vois. Mais, le secteur dans lequel tu travaillais, celui des télécommunications, n'a-t-il fait l'objet de privatisation dans la plupart des pays développés, « l'agrume » suivant le mouvement ?

JLM : Sans doute, mais tu touches là un des points clés caractéristiques de l'emprise du néolibéralisme et de son bras armé gestionnaire. Ces privatisations en cascade qui se répandent comme une épidémie, n'ont rien d'une catastrophe naturelle, ni ne peuvent être expliquées en termes de lois de l'Histoire. Il n'y a aucune nécessité à faire du champ de la communication un pur marché mondialisé, d'autres évolutions auraient pu être envisagées. Ce qu'il faut plutôt chercher à expliquer, c'est pourquoi, entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, dans de nombreux pays développés, démocratiques et puissants, des décisions identiques ont été prises, toutes consistant à dénigrer la capacité des organisations publiques à assurer efficacement l'accès de tous à la communication.

Et c'est bien ça, le lien avec mon parcours, car, comme je te l'ai dit, j'avais fait le choix, dès 1980, de ne surtout pas rejoindre l'univers industriel et commercial. Et voilà que les apôtres de la modernisation de l'État voulaient me couler dans le moule tant abhorré du « jeune cadre dynamique ». C'est donc aussi dans l'espoir de quitter cet univers que j'ai entrepris, d'abord un DEA de sociologie au CNAM, puis une thèse en sociologie du travail à Dauphine... Dans mon esprit, ces deux recherches, qui portaient évidemment sur les différentes facettes de la privatisation, je les ai entreprises, d'une part, pour comprendre les raisons du maelström réformateur et, d'autre part et peut-être surtout, pour lui échapper en trouvant un emploi dans l'enseignement supérieur.

Mais, dans les années 1990, le souffle de mai 68 avait quitté les salles de cours et la posture sous-jacente aux enseignements avait largement perdu de son élan critique. Ou plutôt, je découvrais que ce qui était critiqué par une bonne partie du milieu académique, c'était précisément la critique du patronat : l'esprit d'entreprise devait au contraire nous animer, nous étions appelés à ne surtout pas rechercher des modèles d'explication généraux, il fallait faire du terrain, pratiquer des études empiriques, d'autant plus rigoureuses qu'elles ne se mêlaient surtout pas de porter un jugement sur les intentions des décideurs. Bref, j'étais globalement très déçu par l'orientation

générale que prenait le champ des sciences sociales du travail. Je trouvais les approches dominantes en sociologie des organisations bien trop compatibles avec le point de vue des dominants dans le champ économique, ceux qui concevaient les restructurations dont je subissais, en tant que salarié d'un ancien service public, les conséquences.

À cette déception portant sur le contenu même d'une partie importante des enseignements, s'est ajoutée l'impossibilité d'être recruté à l'université. Et pourtant, j'ai été très obéissant : écoutant les conseils qui m'étaient donnés, j'ai publié un maximum d'articles et de chapitres, j'ai coordonné des livres, des numéros de revue¹, j'ai même soutenu mon HDR². Mais tout cela sans grand succès. Évidemment, si j'avais été suffisamment au fait des jeux de pouvoir et des représentations dominantes dans le champ académique, j'aurais pu comprendre très tôt que jamais le milieu ne m'accepterait.

OC : *Déçu par le milieu universitaire donc ?*

JLM : Oui, mais ce qui est depuis survenu à l'université, en particulier depuis 2007, accélérant la mise en œuvre de certains principes néolibéraux au cœur de l'enseignement supérieur, m'a permis de relativiser cette déception. Malgré tout, mes efforts n'auront pas été totalement inutiles, dans la mesure où mon statut de docteur en sociologie m'a permis d'intégrer un service de recherche interne au sein de ce qui est devenu mon entreprise.

OC : *Et dans tout cela, comment as-tu rejoint le RT 30, comment as-tu été amené à t'intéresser à la sociologie de la gestion ?*

JLM : J'ai rejoint le bureau du RT 30, essentiellement parce que Valérie Boussard³, qui avait eu le même directeur de thèse que moi, me l'avait proposé. J'ai d'ailleurs participé, en tant que communicant avec Sylvie Craipeau et toi, aux sessions du RT 30 lors du premier congrès de l'AFS en 2004⁴, à Villetaneuse.

OC : *Et pour la sociologie de la gestion ?*

JLM : Eh bien, dès cette époque, une chose m'avait frappée : l'extrême dispersion des recherches empiriques portant sur la gestion et la difficulté à proposer un modèle d'explication à la fois solide et - au moins partiellement - partagé par les différents intervenants. De plus, je n'avais pas vraiment réfléchi à ce que recouvrait le terme de gestion, ni à ce pouvait être sa « sociologie ». Et je crois bien que je n'étais pas le seul, si je me réfère encore une fois à l'extrême dispersion des travaux présentés lors de ce premier congrès. Dans le même ordre d'idées, la catégorie de dispositif de gestion me paraissait donner lieu à des interprétations parfois opposées : le dispositif était-il synonyme d'instrument, d'outil, désignant ainsi la seule dimension matérielle de la gestion, pente que suivait une partie des chercheurs persuadés que les objets agissaient

¹ Voir la liste partielle de ces publications sur le site : <http://jean-lucmetzger.monsite-orange.fr/>

² *La volonté de changer : L'institution du travail au risque du changement technico-organisationnel permanent*, Thèse pour l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches, Université d'Évry, 10 décembre 2007. Michel Lallement et Jean-Pierre Durand ont accompagné ce travail de recherche. Elle est consultable ici : <https://sociogest.hypotheses.org/ressources/ressources-textes>

³ Professeur des universités à Paris-Nanterre. Elle a soutenu sa thèse, *Construction et objectivation de la légitimité des règles : le cas des indicateurs de gestion*, à Paris-Dauphine, en 1999, sous la direction de N. Alter.

⁴ Date de création des réseaux thématiques, dont celui de la sociologie de la gestion, le RT 30.

et avaient une stratégie ; ou alors renvoyait-il à la prétention des dirigeants et cadres d'exercer leur pouvoir sur des travailleurs ? C'est d'ailleurs le sens qu'essayait de défendre Salvatore Maugeri dans les premières publications du RT 30...

OC : Et toi, à travers tes travaux consacrés à la sociologie de la gestion, quelle conception souhaitais-tu défendre ?

JLM : Tu vois, si j'ai continué à participer aux travaux du RT 30, c'est avant tout pour défendre un ensemble de « valeurs », ou si tu veux, un ensemble de postulats, par définition indémontrables. Ainsi, de mon point de vue, la priorité n'est pas à l'entassement des études de terrain : nous sommes ensevelis sous des tonnes d'études et de recherches, plus fines les unes que les autres, portant, pour l'essentiel, sur le travail des non-dirigeants. Nous disposons d'immenses entrepôts de données sur ce que font les travailleurs de la plupart des secteurs d'activité.

Mais cette profusion portant, en gros, sur le travail et la précarisation des dominés, ne donne guère à voir les stratégies des dominants. Les caméras et les enregistreurs des chercheurs ne pénètrent pratiquement jamais dans le cénacle où les décisions structurantes sont prises, ces lieux où, parfois, les études empiriques – notamment celles portant les « résistances » – sont analysées pour mieux contourner ces mêmes résistances. L'abondance anarchique des micro-études et micro-recherches, chacune réalisée de façon indépendante, dans une dynamique de compétition entre chercheurs et laboratoires, ne donne pas non plus à voir ce que les employés d'une même entreprise vivent, puisque chaque enquête, menée sans vision d'ensemble, parfois suite à une demande de la direction, parfois des représentants du personnel, obéit à sa propre logique.

OC : C'est intéressant, tu pourrais préciser ce point ?

JLM : Pour faire un peu « savant », j'aime bien faire référence à C. Wright Mills qui dénonçait, en 1959, les risques que faisait courir « la nouvelle empiricité » à la sociologie¹. Dans le même sens, G. Gurvitch et R. Aron² ont formulé des critiques très précises à Merton et à Lazarsfeld, ainsi qu'à toute une sociologie quantitative, leur reprochant de dégrader leur discipline en marketing et en communication d'entreprise. Dans un sens proche, selon Isabelle Kalinowski³, Weber avait très tôt compris que la recherche en sciences sociales n'était dorénavant qu'un travail intellectuel parmi

¹ « La nouvelle empiricité modifie le visage de la sociologie, et celui des sociologues (...). Leur situation n'est plus la même : d'universitaire elle devient bureaucratique (...). Leurs problèmes ne sont plus les mêmes ; ce ne sont plus eux qui les choisissent, mais leurs nouveaux clients ». Les recherches sont alors « centrées sur des problèmes précis, permettant d'élucider les problèmes de l'action pratique, c'est-à-dire les problèmes financiers et administratifs [nous dirions gestionnaires] », C. Wright Mills, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspero, 1977 [1959], pp.106-107. Sur ce point, cf. par exemple : http://www.trigone.univ-lille1.fr/transformations/docs/tf08_a04.pdf

² Georges Gurvitch, *Les cadres sociaux de la connaissance*, Paris, PUF, 1966. Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.

³ Kalinowski I., *Leçons wébériennes sur la science et la propagande*, In Weber M, *La science, profession & vocation*, Paris, France, Agone, 2005.

d'autres, une activité soumise aux mêmes critères de rentabilité et de standardisation que le travail ouvrier¹.

Bref, tout cela pour appeler à ma rescousse des penseurs reconnus et me sentir autorisé à soutenir que l'hégémonie du souci d'empirie, parfois affirmé à la manière d'un dogme, ce souci répété dans l'espoir de garantir le caractère scientifique de l'étude, fait passer à l'arrière-plan la possibilité d'acquérir une vision d'ensemble, panoramique, longitudinale, des transformations qui, depuis le début des années 1980, concernent le travail et rejaillissent sur les autres sphères d'activité, notamment, politiques. Selon moi, la tendance, en sociologie, à se préoccuper (presque) exclusivement du nombre d'entretiens et du mode d'accès « au terrain », occulte, le plus souvent, l'intérêt pour les grands modèles explicatifs – par exemple, à la manière d'un Fernand Braudel en histoire ou d'un Immanuel Wallerstein.

OC : *Tu ne vois aucune vertu aux travaux empiriques ?*

JLM : Si, bien sûr, mais ce que je pointe, c'est l'instrumentalisation de l'exigence empirique et sa transformation en intransigeance, laquelle occulte l'intérêt même de procéder à des enquêtes de terrain. De plus, je crois qu'il est temps de s'interroger sur les effets cumulés du « dévoilement », quand il ne porte que sur le travail des non-dirigeants. En fait, si les études empiriques actuelles peuvent avoir un intérêt – au-delà de l'intérêt visé par ceux qui les ont réalisées ou qui les ont commandées –, ce serait de tester la pertinence de cadres d'analyse unificateurs. Ces cadres, de portée moyenne ou globale, permettraient de mettre de l'ordre dans le foisonnement de résultats à notre disposition. Il me semble, en effet, indispensable de disposer de modèles d'explication embrassant simultanément les dimensions du pouvoir et les enjeux économiques que représentent la conception et la mise en œuvre des dispositifs de gestion.

En fait, voilà comment je perçois les choses. Sur le plan empirique, la sociologie de la gestion devrait se concentrer sur une connaissance fine des lieux de pouvoir, de leurs intrications, en s'intéressant, d'abord, aux hiérarchies formelles dans les entreprises, les institutions, les administrations et les associations, l'enseignement supérieur, les médias, etc. Mais, idéalement, les recherches devraient également concerner, à la manière d'enquêtes policières, le rôle des dirigeants dans les sphères informelles, qu'il s'agisse des différentes pègres ou mafias, de la corruption des élites, etc. On devrait, d'ailleurs, réfléchir à une définition sociologique de la catégorie de corruption, pour désigner des pratiques sans doute plus répandues qu'on ne le croit. Plus généralement, sur le plan théorique, comme je viens de l'indiquer, la priorité devrait être l'élaboration de cadres d'explication ambitieux, susceptibles d'embrasser en un même mouvement, les transformations que connaissent différents secteurs, entreprises, organisations, métiers, etc., pour en identifier les points communs.

OC : *Pourrais-tu nous donner un exemple « empirique » si je puis dire...*

¹ « On peut observer que les plus récentes évolutions de l'université allemande, dans de vastes secteurs de la science, s'orientent clairement vers le modèle américain. (...) Et il se produit là le phénomène qu'on observe partout où l'entreprise capitaliste fait son apparition : la "séparation du travailleur et des moyens de production" », Max Weber, *La science, profession & vocation*, Éditions Agone, 2005 [1919], page 13, traduction Isabelle Kalinowski. Weber cite ici K. Marx, *Le Capital*.

JLM : Oui... alors, pour tenter de donner de la consistance à mon propos, par exemple en nous intéressant aux inégalités et surtout à leurs évolutions, on pourrait chercher à montrer : d'une part, si l'accroissement des inégalités socio-économiques, scolaires, d'espérance de vie en bonne santé, etc. – par ailleurs déjà empiriquement établies et bien documentées – s'explique par la mise en œuvre cumulée sur trente ans des politiques macro-économiques néolibérales, c'est-à-dire par le déploiement d'une myriade de dispositifs de gestion ; et d'autre part, si ce lien était établi, comment, dans la manière dont les groupes dominants agissent, cet accroissement des inégalités est produit, comment la mise en œuvre des dispositifs de gestion participe, intentionnellement ou non, de ces processus d'exclusion, comment les études en sciences sociales aident les dominants à recycler les résistances des dominés.

Bien entendu, cela supposerait une volonté de collaborer de la part d'institutions et de chercheurs que parfois tout oppose et que de vieilles haines n'empêchent pas de se gratifier, « amicalement », d'un « cher ou chère collègue ».

OC : *À partir de tout ce que tu viens de nous dire, comment vois-tu l'évolution de la sociologie de la gestion pour les prochaines années et quels sont tes projets dans le futur ?*

JLM : J'ai de plus en plus envie de réfléchir à des phénomènes de société auxquels chacun d'entre nous peut-être un jour confronté. En ce qui me concerne, j'ai été très marqué par les attentats terroristes qui, année après année, frappent aveuglément des populations totalement démunies, des individus désarmés : décapiter un otage, mettre une balle dans la tête d'un enfant, mettre en œuvre à la lettre des dogmes vieux de quinze siècles au moyen de bricolages technologiques (réseaux sociaux, supports vidéos, détournements d'objets)... On pourrait dire que la barbarie est devenue la finalité de l'inventivité populaire... Le terrorisme islamique et les menaces qu'il fait peser sur nos sociétés, notamment du fait des mesures de prévention et de répression que les gouvernements du monde entier prennent, mais aussi par la droitisation inouïe des discours politiques et du vote populaire, tout cela m'a amené à revenir sur des interrogations anciennes, déjà abordées par les philosophes allemands de l'École de Francfort, comme Theodor Adorno et Max Horkheimer.

Cette volonté de détruire, manifeste de façon caricaturale chez les islamistes contemporains, n'est pas sans faire écho à celle liée à la face sombre de la modernité : on pense bien sûr à la Terreur révolutionnaire, aux totalitarismes, aux guerres mondiales, aux camps de concentration, aux génocides (des Arméniens, des Juifs, des Cambodgiens, des Tutsi). Mais, je me demande si l'on n'aurait pas tout intérêt à considérer qu'une semblable volonté de détruire participe aussi des conséquences de l'industrialisation, des rationalisations techniques et gestionnaires, sans oublier les confiscations successives par les élites économiques, sociales et politiques, des espoirs mis dans les promesses de la démocratisation.

OC : *Voudrais-tu dire qu'il y a du terrorisme dans la gestion, le fait gestionnaire, son extension ?*

JLM : Je ne dis pas ça. Je veux dire qu'il me semble indispensable de trouver des explications à l'irruption de cette forme très spécifique de violence au cœur même de la modernité, d'une violence qui, présentement, ne revendique rien, n'exige rien, n'est pas l'instrument d'un projet idéologique, il ne s'agit même pas de prendre le pouvoir, mais de détruire. Et je me dis que ce n'est sans doute pas un hasard si de tels faits surviennent

maintenant. Détruire comme une fin en soi, n'est-ce pas un type d'action que l'on retrouve dans d'autres domaines, notamment dans les processus industriels (destruction des ressources naturelles, de la santé des travailleurs et de celle des consommateurs), commerciaux (l'obsolescence programmée, manipulation de la bonne foi), gestionnaires (licenciements boursiers), politiques (ne pas tenir compte des résultats d'élections ou de référendum) ?

OC : *En gros, tu veux dire que, peut-être, les effets de toutes les mesures néolibérales, ou disons prises au nom du néolibéralisme, ont engendré un climat propice à l'émergence de cette « volonté de détruire », comme tu l'appelles ?*

JLM : C'est un peu ça l'idée. Ce sont des pistes, des interrogations. Plus généralement, je me demande si l'irruption de cette volonté de détruire constitue un accident, un dévoiement irrationnel, inévitable, mais limité, de la Raison émancipatrice. Ou si, plus profondément, il est possible d'identifier quelque chose de propre à la Raison, disons à son versant « rationalité instrumentale », qui expliquerait, de façon structurante, cette puissance dévastatrice, envisagée comme une fin en soi. À moins que la Raison n'ait rien à se reprocher, mais que c'est son usage, son détournement par les différentes pratiques de mensonges, qui ne soit le moteur de cette volonté ? C'est pourquoi, ce sur quoi il me semble important, dorénavant, de réfléchir, c'est bien sur les origines, les causes, les mécanismes de ce que j'appelle « la volonté de détruire ».

OC : *Comment justifies-tu cette démarche ?*

JLM : Il y a plusieurs raisons. La première, et dans le droit fil de ce que j'indiquais plus haut, le terme de toute recherche en sociologie de la gestion devrait être d'identifier des points communs entre de nombreux faits surgissant dans des domaines d'action et à des époques différents. Peut-on dans ce sens, mettre en avant des points communs entre l'irruption du terrorisme islamiste, du totalitarisme qu'il véhicule, et les conséquences effectives (non les promesses vendues) de la mise en œuvre des politiques économiques néolibérales, cumulées sur trente ans par exemple ? Dans quelle mesure ces points communs, ces affinités, peuvent-ils, au moins en partie, s'expliquer en termes de « volonté de détruire » ? Comment rendre compte des articulations complexes entre certaines facettes émancipatrices du discours de la Raison, et, par exemple, la destruction des espèces vivantes ?

Tiens, pour illustrer cette ambiguïté de la Raison, il est facile de remarquer que le même système éducatif engendre à la fois les ingénieurs et les communicants travaillant pour des industriels de l'agroalimentaire (qui n'hésitent pas, s'il le faut, à bafouer les principes mêmes de la logique, en mentant) ; et des militants – parfois eux-mêmes ingénieurs – dénonçant les effets destructeurs de ces marchandises. On marche sur la tête ! Et, au-delà du seul enrichissement d'un actionnariat organisé et de la nécessité de rentabiliser des investissements, par quoi peut-on expliquer le fait de persévérer dans le mensonge et dans la destruction ?

OC : *Tu as dit qu'il y a plusieurs raisons...*

JLM : Justement, j'y viens. Une autre raison tient au fait que ce champ de recherche présenterait l'intérêt de ne déboucher que sur des résultats faiblement instrumentalisables, ce qui est, de mon point de vue, l'une des caractéristiques que devrait posséder et conserver la recherche en sciences sociales. Faire réfléchir, d'accord,

fournir des pistes d'action, non. En effet, avec le recul de décennies d'expérience, force est de constater que toutes les tentatives des sociologues, notamment du travail, pour infléchir la dureté des univers professionnels ne font généralement pas long feu. Passé une période marquée par les bonnes intentions managériales et patronales, actionnariales parfois, le « naturel » de la rationalisation gestionnaire revient au galop, prend le dessus et la violence inhérente à la compétition, l'accroissement de performances et de productivité, repartent de plus belle¹. Et les conseils des sociologues sont vite enterrés. C'est pourquoi il me semble important de conserver des espaces de liberté, pour produire des connaissances dérangeantes, inutiles au perfectionnement du système, tout en étant assez rigoureusement élaborées. En ce sens, le RT 30 a toute légitimité, notamment pour comprendre les articulations complexes entre conception / mise en œuvre des dispositifs de gestion et volonté de détruire.

¹ Benedetto-Meyer M., Metzger J.-L., Maugeri S. (s/d), *L'emprise de la gestion. La société au risque des violences gestionnaires*, Paris, L'Harmattan, 2011.